

*Les subsides*

J'ignore ce qu'il veut dire par là. A ceux qui estiment que nous avons fait un grand pas en avant pour résoudre un grave problème, je répondrai que si nous continuons de «pousser à la roue» pendant que tombent les pluies acides, nous allons continuer à tuer nos lacs et nos cours d'eau, à détruire la faune aquatique, nos forêts et nos bâtiments, à faire du tort à notre économie et mettre notre santé en danger.

L'entente récemment conclue avec le président des États-Unis a contribué à éclairer sa lanterne. C'est très bien. Je suis tout à fait pour. C'est merveilleux. Il est toujours formidable d'en savoir un peu plus sur quelque chose. Nous pouvons maintenant dire que le président des États-Unis a une vague idée de la situation. Il s'agit de savoir quand il comprendra parfaitement le problème, comme nous l'avons nous-mêmes compris. Tel est le message que cette motion cherche à livrer. Nous avons compris et nous avons agi, mais nous avons là un problème transfrontalier. Nous ne pouvons pas le résoudre seuls. Nous avons besoin de l'intervention des États-Unis.

Ce genre de motion devrait certainement obtenir l'appui de tous les députés. Les Canadiens ont compris la situation. Comment aurions-nous pu ne pas comprendre alors que la moitié de nos forêts reçoivent une grosse quantité de pluies acides? Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser notre industrie forestière s'affaiblir. Notre industrie doit être forte pour protéger l'économie nationale. Nos lacs, nos rivières et nos cours d'eau représentent près de 8 p. 100 de toute la superficie du pays. Nous disposons d'une des principales sources d'eau douce, propre et potable du monde. Notre pêche, commerciale et sportive, est essentielle à notre économie. Et pourtant, 43 p. 100 des lacs de l'Ontario et du Québec—soit deux millions de lacs en tout—sont actuellement touchés par la pollution directement due aux pluies acides. Quatre-vingt pour cent des Canadiens vivent dans des régions où il tombe beaucoup de pluies acides. En outre, ce problème risque d'entraîner la suppression de 90,000 emplois dans un proche avenir. Dans la région que je représente, où le tourisme est très important, 600 auberges et camps de pêche risquent de fermer d'ici à la fin du siècle, soit en 14 ans seulement.

Nous avons parlé des forêts et des cours d'eau. Nous avons parlé de la santé de la population. Nous savons également que les dégâts causés à nos immeubles nous coûtent presque des centaines de millions de dollars chaque année. Pendant la fin de semaine, j'ai lu avec beaucoup d'intérêt un article de Martin Weaver intitulé «La pluie qui grignote nos villes». Cet article a paru dans le numéro de février-mars 1985 de la revue *Canadian Heritage*. Il s'accompagnait d'une illustration représentant un couteau passé à travers les murs de granite jadis solides du Palais de justice de Québec. On pouvait lire en légende: «En provoquant des réactions chimiques, les pluies acides donnent à cette pierre la consistance du fromage».

Le député de Davenport a décrit avec précision l'entente que le premier ministre a ramenée de Washington comme une fausse victoire. Nous n'avons pas obtenu grand-chose. Nous avons obtenu de nouvelles recherches, mais pas ce que nous voulions. Nous voulons ce qu'a recommandé dans son rapport le groupe de travail parlementaire de la dernière législature. Nous voulons un échéancier pour la mise en vigueur des réductions des émanations de dioxyde de soufre et d'oxydes d'azote.

Dans *The Globe* de Boston, on a écrit que le président Reagan, gestionnaire accompli lorsqu'il veut l'être, sait que pour se débarrasser d'un programme gênant, il faut demander la tenue

d'une nouvelle étude. Il n'y a rien de mal à faire des recherches, mais ce n'est pas la bonne méthode à l'heure actuelle. Les recherches devront se poursuivre, bien entendu, mais il faut faire plus. L'auteur de cet article signalait également que face aux preuves toujours plus nombreuses que les voies d'eau, les lacs, les forêts, les champs, les immeubles et les gens sont de plus en plus victimes de l'exploitation abusive par l'homme de son environnement, il faut fixer des objectifs en matière de réduction des émanations de dioxyde de soufre et d'oxydes d'azote. Or, le Sénat américain est justement saisi d'une mesure à cet effet. Elle a été présentée par un sénateur influent de la Nouvelle-Angleterre qui propose de réduire les émissions de soufre et d'azote de 12 millions et 3 millions de tonnes respectivement par année. Ce sénateur voudrait que les dépenses occasionnées par l'imposition de telles normes fédérales soient remboursées à même les frais exigés pour les services d'utilité publique. C'est une lueur d'espoir. Mais un commentateur du Canada, très renseigné sur les relations canado-américaines et sur le fonctionnement du Congrès, a fait valoir qu'en jouant le tout pour le tout sur le timide plan de recherches de M. Reagan, le Canada pourrait bien anéantir toute possibilité que le Congrès adopte un jour une mesure visant à réduire les émissions polluantes. Ce rédacteur ajoute que le premier ministre s'était laissé conduire par le président Reagan sur une voie sans issue.

● (1510)

Le *Globe* de Boston s'est montré fort étonné de voir que le premier ministre du Canada jubilait parce que le président avait donné son aval au rapport Lewis-Davis sur les pluies acides. L'éditorial de ce journal assurait qu'il n'y avait pas de quoi jubiler devant une concession aussi minime. Le président Reagan, selon ce journal, ne verrait pas l'urgence d'intervenir rapidement pour maintenir la vie dans les lacs, les étangs et dans les cours d'eau et pour sauver des forêts d'une valeur inestimable. Autrement dit, nous n'avons plus de temps à consacrer uniquement aux recherches, il faut agir aussi. C'est ce que l'on dit, en substance, dans cette motion présentée aujourd'hui par le député de Davenport. Le moindre effort pour réduire les émissions de soufre et d'azote vaut la peine, mais nous n'avons obtenu qu'un vague acquiescement du président des États-Unis.

L'article du *Globe* ajoutait que le premier ministre canadien devra souvent aiguillonner le président pour lui faire prendre la prochaine mesure minimale d'application. Je vous le demande, monsieur le Président, pouvez-vous vous imaginer, quelqu'un à la Chambre peut-il s'imaginer le premier ministre aiguillonner le président des États-Unis? J'en doute énormément. Il est beaucoup trop intimidé par le président pour oser le moindre fait cela.

En apprenant l'annonce de l'entente, un très éminent sénateur américain d'un État frontalier a déclaré être surpris que le président ait donné si peu et ait offert un montant si minime au Canada. Il a ajouté qu'il était étonné que le premier ministre se soit contenté de si peu.

Le coordonnateur provincial des Services du poisson et de la faune pour la Fédération ontarienne de la chasse et de la pêche . . .